

La CEI, l'énergie et les idées reçues

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les solutions proposées pour aider l'ex-URSS ont souvent de fausses « bonnes actions ». Ainsi dans l'énergie, où le gaspillage est énorme, il serait plus efficace d'encourager les économies par la vérité des coûts plutôt que d'accepter le dumping ou de rafistoler les centrales nucléaires dangereuses.

par JEAN SYROTA (*)

LA CEI est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions. Mais les solutions proposées se limitent souvent à un traitement symptomatique du mal sans souci d'une guérison en profondeur. Cette guérison, dans chaque domaine économique, ne sera complète que si le remède conduit à faire jouer les lois du marché, reconnues par tous comme globalement profitables.

Dans le domaine de l'énergie, est-il ainsi bien sérieux de chercher à rafistoler avec des milliards occidentaux les centrales nucléaires les plus inquiétantes de l'ex-URSS, quand ce pays consomme proportionnellement deux fois plus d'énergie que l'Europe occidentale et qu'il pourrait, en réduisant cette consommation, non seulement s'enrichir en exportant davantage de pétrole ou de gaz, mais aussi arrêter les centrales les plus dangereuses ? Telle est la question, et la seule question, à laquelle je voudrais répondre ici, en me limitant au domaine de l'énergie. Mais, *mutatis mutandis*, le raisonnement que je tenterai de développer pourrait sans doute être transposé à l'ensemble des secteurs de l'activité économique de l'ex-URSS.

A l'esprit de l'observateur occidental, viennent immédiatement deux sujets : les dumpings et les craintes qu'inspire la sûreté des installations nucléaires.

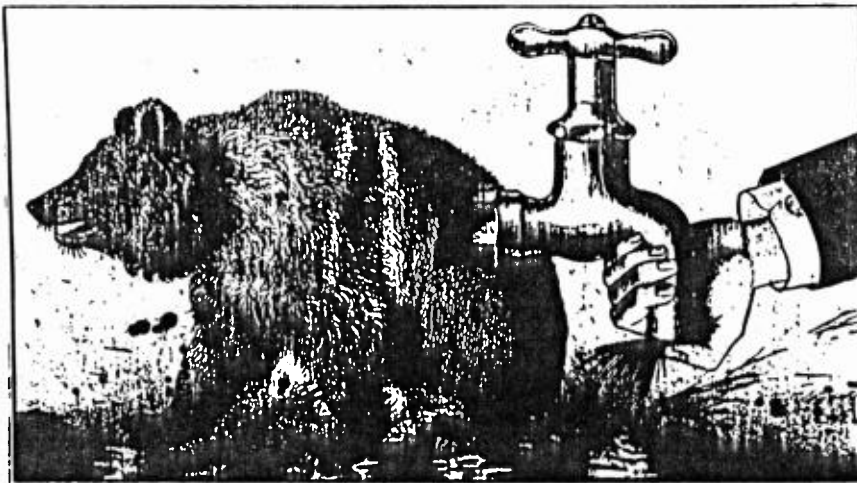
Dans le domaine des matières premières, différents secteurs subissent de plein fouet, de la part de la CEI, une concurrence à des prix très bas sans rapport avec les coûts de production occidentaux, et même avec les coûts de production locaux, qui échappent à toute mesure rationnelle.

Pour l'uranium naturel, par exemple, le quart de la consommation mondiale est aujourd'hui assuré par des ventes de pays ex-soviétiques à des prix compris entre la moitié et le tiers des coûts de production occidentaux. Cette situation inacceptable conduit aujourd'hui à fermer des mines occidentales techniquement meilleures et beaucoup mieux exploitées.

Fausse « bonnes actions »

Les Américains l'ont compris : ils ont déjà imposé des mesures de protection anti-dumping, ce qui paraît naturel en économie de marché, face à ceux qui ne jouent pas selon les règles. La Communauté européenne n'a rien fait de tel. Acheter de l'uranium bradé par la CEI serait en effet considéré par certains comme une bonne action, parce qu'elle apporterait des devises à l'ex-URSS. Or il n'en est rien. Outre le fait que l'enjeu en devises de ce marché est faible (1), c'est à traiter bien légèrement les capacités marchandes de l'ancienne Union soviétique, qui n'a pas attendu 1993 pour savoir ce que vendre du pétrole ou du gaz veut dire - aujourd'hui, la CEI exporte pour 27 milliards de dollars d'hydrocarbures. C'est enfin une mauvaise action car, en vendant à vil prix ses ressources, la CEI s'appauvrit.

On soutiendra que ces soucis d'un producteur occidental d'uranium ne sont rien comparés à la principale préoccupation exprimée dans le monde occidental, à savoir la sûreté des installations nucléaires dans



NICOLAS GUILBERT

l'ex-URSS. Non sans raison d'ailleurs, car les risques pour la sécurité et la santé des habitants de la CEI et des pays voisins sont évidents. Même si les risques dus au nucléaire sont loin d'être les seuls, il importe de réagir.

Comment ? La bonne démarche est-elle de corriger les défauts de toutes ces installations mal conçues à la base ? Pour les centrales électronucléaires, la réponse généralement admise est « oui », car on ne peut excéber les problèmes de la CEI en arrêtant des centrales, donc en diminuant la production d'électricité. Mais a-t-on réellement examiné la consommation et les économies d'énergie possibles, afin de mieux apprécier les conséquences d'un arrêt des centrales nucléaires les plus dangereuses ?

Dans les deux cas évoqués ci-dessus - dumping sur des matières premières et sûreté des centrales nucléaires, - la bonne réponse est loin de la fausse « bonne action » que proposent certains. La bonne démarche se doit d'être plus structurale.

Si l'on regarde de plus près la situation énergétique, on découvre rapidement des données qui sont plus généralement caractéristiques de toute l'organisation héritée du régime soviétique :

- Des organisations d'une lourdeur qui décourage l'efficacité. Ainsi, en Russie, le ministère de l'énergie atomique emploie un million de personnes ; en France, la somme des effectifs comparables de EDF, du CEA, de Framatome et de Cogema est inférieure à 100 000 personnes pour une production nucléaire supérieure à celle de la CEI.

La raison en est que le ministère de l'énergie atomique ne regroupe pas seulement des mines et des usines ; il comporte aussi la construction et l'entretien de villes développées à proximité, ainsi que des productions agricoles pour éviter aux familles du personnel différents risques de pénurie. Ces populations vivent en quasi autarcie. Les seules ressources du ministère proviennent de la vente de ses stocks et de ses surplus de production. Une telle lourdeur ne peut être que dramatique.

- En Russie toujours, existent, entre autres, un ministère du pétrole et un ministère du gaz. Le ministère du pétrole n'étant, par définition, pas chargé du gaz, lorsqu'un puits de pétrole produit aussi du gaz, celui-ci est brûlé à la torche. La quantité de gaz ainsi

brûlée représente les deux tiers de la consommation française.

Cette attitude s'explique aussi par le fait que le gaz a une valeur nulle : à quoi bon, dès lors, dépenser de l'argent pour livrer au ministère du gaz le gaz associé au pétrole ? Mais il y a pire : pourquoi rechercher et supprimer les fuites de gaz sur les réseaux de transport ou de distribution puisque le gaz qui s'échappe n'a aucune valeur ? Dès lors, il ne faut pas s'étonner si, selon des estimations concordantes, plus de 30 % du gaz qui entre dans les réseaux partent en fuites. Plus inquiétant, il arrive que des explosions graves se produisent ; ainsi, une explosion d'un gazoduc aurait fait plus de 600 morts, le 3 juin 1989, près d'Oufa.

Une situation paradoxale

- La consommation de la CEI rapportée à un habitant est plus du double de celle de la CEE dans des conditions équivalentes. Elle est comparable à celle des Etats-Unis.

Comme l'énergie consommée est pour l'essentiel d'origine fossile, la CEI est, avec les Etats-Unis, l'un des deux premiers émetteurs de la planète en gaz carbonique, et le premier contributeur à l'effet de serre si l'on tient compte des fuites des réseaux de gaz ci-dessus mentionnés.

Un tel gaspillage est dû au fait que les consommateurs d'électricité ou de gaz paient leur énergie indépendamment des consommations (quand ils la paient) ; qui, dans ces conditions, s'interrogerait sur la nécessité d'économiser l'énergie ?

Ces exemples ont en commun une cause structurale : l'organisation est telle qu'encore aujourd'hui aucune incitation vers une économie efficace n'existe, dans le domaine énergétique. Ce qui reste aujourd'hui de l'organisation soviétique conduit donc à une situation tout à fait paradoxale : la CEI manifeste des besoins colossaux de financement, mais la même CEI gère ses ressources en créant un gâchis également colossal qui, accessoirement, contribue à la pollution du milieu naturel de façon catastrophique.

Modifier fondamentalement une telle organisation ne se fera pas sans peine, ou sans délai, ni on se contentant d'y plaquer une organisation occidentale. Une modification si profonde ne peut se réaliser qu'en

libérant les forces naturelles de l'économie de marché, c'est-à-dire en respectant la réalité des coûts.

Si les coûts réels de l'énergie sont supportés en interne par les consommateurs et si les producteurs sont rémunérés sur la base de ces mêmes coûts, sans barrière organisationnelle, les conséquences seront favorables pour la CEI et elles seront majeures. On objecte que l'industrie, qui a déjà bien du mal à vendre ses produits, sera encore plus handicapée si ses coûts augmentent avec le prix de l'énergie et que les particuliers verront leur niveau de vie se dégrader encore plus.

Favoriser les forces du marché

A ces objections, deux réponses au moins sont possibles ; la première est pragmatique : bien d'autres prix ont été libérés, et il faudra le faire un jour ou l'autre pour l'énergie ; pourquoi donc attendre, alors que le temps, c'est beaucoup d'argent et que l'économie est en tout état de cause déstabilisée ? La seconde consiste à mettre en place un dispositif d'incitation financière pour libérer le prix de l'énergie sans prélever de pouvoir d'achat chez les consommateurs qui auront réduit leur consommation. Prenons un exemple, celui d'un industriel qui consomme 1 500 tonnes de fuel que, en première approximation, il ne paie pas et qui peut, au prix d'un effort limité, réduire sa consommation à 1 000 tonnes ; supposons qu'on lui annonce que, dans un délai limité (un an ou deux), il paiera son fuel 1 000 roubles la tonne mais qu'il recevra alors une subvention de 1 million de roubles ; s'il économise 500 tonnes, cette subvention couvrira exactement sa facture (1 000 tonnes x 100 roubles = 1 million de roubles) et l'opération sera neutre financièrement ; les tonnes économisées pourront être exportées et échangées contre devises.

Pour l'ensemble de la CEI, 30 % d'économie d'énergie, ce qui est concevable puisque la consommation est au moins le double de ce qu'elle devrait être, permettraient d'accroître les capacités exportatrices de pétrole d'un montant de l'ordre de 25 milliards de dollars par an. C'est une somme considérable, d'un autre ordre de grandeur que tout ce que rapportent les ventes de matières premières à prix de dumping. Ces économies sont bien plus qu'il ne faut pour arrêter les centrales nucléaires les plus dangereuses (VVER 440 et RBMK), qui n'assurent que 8 % de la production d'électricité. Elles éviteraient aussi annuellement la production de 1 150 millions de tonnes de gaz carbonique, soit plus que la production du Japon. Enfin, ces 30 % sont réalisables. Il suffit de se rappeler qu'en 1973 les deux tiers des économies d'énergie, dans une France beaucoup moins développée, ont été réalisées grâce à de simples changements de comportement, sans investissements.

Les conséquences favorables de ces économies d'énergie sont sans aucune mesure avec tout ce que les aides financières du monde occidental pourraient apporter à la CEI. Les réactions naturelles de la CEI seront les plus fortes, si elles jouent sans contrainte artificielle. C'est très certainement ce que pressentent certains responsables dans ces pays. Ne nous trompons donc pas de remède : le malade aiguillonné sera plus fortifié que par tous les médicaments se pressant à son chevet.

(1) Au prix spot actuel, la totalité de la consommation d'uranium du monde occidental représente moins de 1 milliard de dollars, soit moins de 3 % de la valeur des exportations d'hydrocarbures de la CEE.

(*) Président de la COGEMA.

JE MONDE 28/29 MARS 93